Fonds-Saint-Denis : finances de la commune

Commune · Martinique (972) · 644 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Fonds-Saint-Denis affichait un encours de dette de 282 k€, soit 438 € par habitant, une épargne brute égale à 1,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 11,4 ans.

Dette par habitant
438 €
282 k€ au total

Capacité de désendettement
11,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
1,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
2 151 € / hab.
1,4 M€ au total

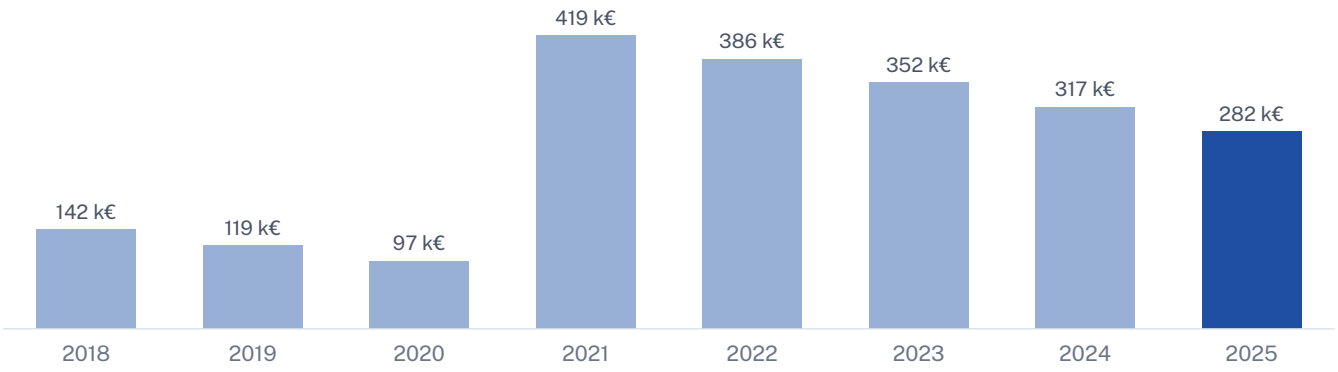
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	2 151 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	66,8 %	1 437 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	1,8 %	39 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	438 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 115 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	131 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 142 k€ en 2018 à 282 k€ en 2025 (+99,3 %). Valeur la plus haute : 419 k€ en 2021 ; la plus basse : 97 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	142 k€	-0,7 %	—	152 k€
2019	119 k€	-1 %	—	497 k€
2020	97 k€	-2,8 %	—	292 k€
2021	419 k€	3,6 %	9,6 ans	199 k€
2022	386 k€	27,6 %	0,9 ans	135 k€
2023	352 k€	5,9 %	4,4 ans	248 k€
2024	317 k€	2,6 %	8,8 ans	79 k€
2025	282 k€	1,8 %	11,4 ans	718 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Fonds-Saint-Denis	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	438 €	248 €	+76,5 %
Impôts locaux par habitant	131 €	388 €	−66,2 %
Frais de personnel par habitant	1 437 €	1 212 €	+18,6 %
Investissement par habitant	1 115 €	356 €	+212,9 %
Taux d'épargne brute	1,8 %	2,2 %	
Capacité de désendettement	11,4 ans	2,3 ans	

Jumelles : Macouba (972), Grand'Rivière (972), Basse-Pointe (972), Le Prêcheur (972), Le Morne-Vert (972), L'Ajoupa-Bouillon (972), Le Marigot (972), Le Morne-Rouge (972), Sainte-Anne (972), Saint-Pierre (972). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	774	644	−16,8 %	−5 %
Dette par habitant	154 €	438 €	+184,2 %	−8,4 %
Impôts locaux par habitant	90 €	131 €	+45,1 %	+28,9 %
Frais de personnel par habitant	1 248 €	1 437 €	+15,1 %	+23,1 %
Taux d'épargne brute	-1 %	1,8 %	+2,8 points	+1,8 point
Capacité de désendettement	non calculable	11,4 ans	—	−2,5 ans
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 473 €		1 524 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Fonds-Saint-Denis	Comparaison
Habitants (2023)	640	−22,7 % depuis 2012 (département : −7,1 %)
65 ans ou plus (2023)	33,5 %	département : 23,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	10,9 pour 100 habitants	département : 14,9
Salariés du secteur privé (2025)	10	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	50	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

260 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 110 emplois, soit 48 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,4 %	1,2 %	1,3 %	16,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,9 %	7,9 %	6,6 %	4,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	2,4 %	12,4 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	17,6 %	26,7 %	26,4 %	19,3 %
Employés	42,4 %	33,7 %	26,1 %	40,4 %
Ouvriers	31,4 %	18,1 %	19,5 %	19,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Martinique

Profession	Habitants (environ)	Part
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 110	2,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 960	2,2 %
Secrétaires, employés de la bureautique	2 640	2 %
Enseignants titulaires du primaire	2 460	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,8 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	2 430	1,8 %
Aides-soignants	2 370	1,8 %
Ouvriers du nettoyage	2 300	1,7 %
Employés des services comptables et financiers	1 900	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	1 780	1,3 %
Agents de sécurité et surveillance privées	1 690	1,2 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 600	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Martinique (972)) : 12 345 au moins, dont 44,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	707	68,3 %
Agriculteurs	671	53,9 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	567	26,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	514	46,5 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	500	29,8 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	473	46,7 %
Personnels de ménage chez des particuliers	303	58,4 %
Serveurs de cafés restaurants	296	60,8 %
Infirmiers et sages-femmes	287	22,3 %
Cuisiniers	280	47,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Fonds-Saint-Denis
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	378 k€ pour 8 projets
Par habitant	587 € (communes de même taille : 210 € ; département : 174 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	88,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DSIL	Espace du numerique et de l'innovation	48 876 €
2024	DETR	Implantation d'une signaletique directionnelle, touristique et informative	18 400 €
2025	DETR	Securisation du cimetiere	13 254 €
2025	DETR	Installation d'un systeme de recuperation de l'eau de pluie	10 831 €
2023	DETR	Travaux d'un système de récupération d'eau de pluie	4 942 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.